

Réflexion sur les origines conceptuelles et apport théorique du capital social.

Reflection on the conceptual origins and theoretical contribution of social capital.

ECH-CHAHED Hanane

Docteure

Faculté d'Economie et de Gestion

Université Hassan 1^{er}

Laboratoire de Recherche en Economie et Théorie Appliquée

Maroc

Echchahedhanane96@gmail.com

Date de soumission : 12/10/2022

Date d'acceptation : 08/11/2022

Pour citer cet article :

ECH-CHAHED. H (2022) «Réflexion sur les origines conceptuelles et apport théorique du capital social.»,
Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 5 : Numéro 4 » pp : 640 – 667

Résumé

Le capital social a de plus en plus approuvé un succès remarquable, l'histoire du capital social est un peu récent avec une quantité de notions mobilisées et de phénomènes abordés. L'importance du capital social au niveau sociétal soutient ainsi le rendement matériel. Généralement le capital social n'est pas étroit par un seul caractère, car il s'agit d'un acte large et évolutif dans le temps et l'espace. Théoriquement, le capital social est une grandeur caractéristique de l'état d'une société et toutes les organisations ou sociétés qui sont connues par leur état social transparent et entretenu, connaissent un renforcement dans autres domaines qui soutient la croissance générale. L'apparition de nouveaux composants qui renvoient à l'évolution de conception du capital social et montrent ses effets dans divers domaines, soutient que le degré de participation à des associations sociales indique l'étendue du capital social dans une société. Ces associations et cette participation favorisent et renforcent les normes et la confiance collectives, qui sont essentielles à la production et au maintien du bien-être collectif. L'objectif de cet article est déterminé l'état des lieux qui montre des pistes de recherche en matière de capital social sur le volet sociologique, économiques et politiques.

Mots clés : «Capital social» ; «Confiance» ; «Réseau relationnel» ; «Réciprocité» ; «Engagement».

Abstract

Social capital has increasingly approved a remarkable success; the history of social capital is somewhat recent with a quantity of mobilised notions and addressed phenomena. The importance of social capital at the societal level thus supports material performance. Generally, social capital is not narrowed by a single character, as it is a broad and evolving act in time and space. Theoretically, social capital is a characteristic quantity of the state of a society and all organizations or societies are known by their transparent and maintained social state, which they experience a strengthening in other areas that supports the general growth. The appearance of new components that refer to the evolution of the conception of social capital and show its effects in various fields, argues that the degree of participation in social associations indicates the extent of social capital in a society. These associations and participation promote and reinforce collective norms and trust, which are essential to the production and maintenance of collective well-being. The objective of this article is determined the inventory which shows avenues of research in the field of social capital on the sociological, economic and political aspects.

Keywords: «Social capital», «Trust», «Relational network», «Reciprocity», «Commitment».

Introduction

Le succès que connaît la notion de capital social aujourd'hui est obtenu grâce aux efforts qui instruisent la conceptualisation du capital social au cours des années 1980. J. Coleman, le premier qui a déterminé une définition et opérationnalisé la notion de capital social. Depuis le milieu des années 1990, l'avantage dû au terme de Capital Social, a commencé par la conceptualisation de Putnam qui occupe une place importante selon la part de la littérature contemporaine et les débats et les critiques. (Ponthieux, S. 2006)

À la différence des formes traditionnelles de capital, le capital social n'est pas épuisé par utilisation, mais en fait épuisé par non-usage. La bienveillance que les adhérents ont envers un nouvel intervenant peut être une source à entretenir dans autres secteurs, autrement dit, les ressources sociales inhérentes aux relations peuvent être utilisées à des fins économiques (Coleman, 1988 ; Burt, 1992 ; Biggart et Castanias, 2001). C'est à ce point qu'intervient la question du rôle des facteurs sociologiques dans le développement économique, donc l'importance des facteurs négligés dans la littérature économique, comme la portée des institutions et des réseaux sociaux dans la performance économique.

Le capital social joue un rôle important dans la promotion de la croissance économique grâce au partage de l'information, à la coopération mutuelle et aux mécanismes décisionnels. L'aide des données régionales sur le capital social en Italie est un exemple qui explique la convergence du PIB par habitant est plus rapide et que les niveaux de revenu d'équilibre sont plus élevés dans les régions où le capital social est plus élevé. Le capital social facilite également le développement des systèmes financiers. Aussi les entreprises qui opèrent dans une société où les interactions et les associations revêtent de nombreuses dimensions. Considérant le capital social comme les normes et les liens sociaux qui favorisent la croissance. Nous constatons donc de nombreuses études ont exploré les avantages économiques du capital social dans différents secteurs. Ceci a suscité notre intérêt, et cet article vise donc à clarifier la problématique comment le capital social procède et avec quel type de moyen dispensent afin qu'il permet de développer plusieurs secteurs.

Dans un premier plan, Nous allons consacrer cet article à ordonner les origines conceptuelles du capital social, suivies d'une description théorique plus détaillée selon les pères fondateurs du concept, à cet égard les critiques qui ont été énoncées. Avec le tour d'horizon, Nous tenons à tirer une vision générale et forte utile sur le rôle des intervenants dans le règlement du capital social. Et par la fin, faire une réflexion sur les notions centrales de capital social pour concevoir un ensemble d'indicateurs qui intervient dans la détermination du capital social.

1. Les perspectives conceptuelles du capital social et Le rapprochement entre économie et sociologie

L'idée générale du concept de capital social est assez simple, Portes a remarqué que l'idée est basique, la principale difficulté c'est que ce concept désigne plusieurs choses pour arriver à ce que la participation à des groupes peut atteindre des effets avantageux pour les individus et pour la collectivité (Portes, A. 1998). Le capital social englobe une large gamme de mécanismes, individus, réseaux et institutions, et leurs actions, de la variété de perspectives de cohésion et de lutte sociales, d'activité économique et échange généralisé.

Jusqu'à la fin des années 1970, le concept de capital social ne sera que peu utilisé. La grande variation de l'intérêt pour le concept est en partie évidente dans les premières œuvres de Pierre Bourdieu (1980), Bourdieu et Louis Wacquant (1992), James Coleman (1990) et Robert Putnam (1993, 2000), mais même certaines références à l'ouvrage classique de Jane Jacobs (1961) sur l'urbanisme. (Jean-Claude Taddéi. 2009).

Dans la première moitié du 19e siècle, Alexis de Tocqueville a été le créateur de l'idée de capital social avec une première description et définition, il a eu recours à "La Démocratie en Amérique", pour connaître les standards de participation civique et politique. Les Américains étaient très prédisposés à participer à des réunions pour discuter différents problèmes observés liés à l'État, l'économie ou au monde. (Ferragina, E. 2012)

Néanmoins, la première analyse systématique du concept de capital social se repère à Pierre Bourdieu en 1980 dans son article qui le définit comme « *Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'éléments qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles* » (Bourdieu, 1980, p. 2). Le capital social est présenté chez lui à la fois comme l'effet et la cause de l'institution sociale et des inégalités de classes sociales ; autrement dit, le capital social serait une propriété de l'individu dans un contexte social, c'est « *une ressource héritée de la classe sociale qui constitue un attribut du groupe ou du réseau social auquel appartient l'individu* » (Kamanzi, C., Zhang, X., Deblois, L. & Deniger, M.-A. 2007). Cette qualité de capital social résulte d'un investissement social, Il n'est pas indépendant du capital économique et culturel de l'individu, il devient ainsi un élément identitaire, structurant du groupe, générant de la réciprocité, pour autant il demeure un actif individuel.

Coleman (1988) met en évidence l'intangibilité du capital social contre le capital économique et/ou physique. Il suggère une définition plus fonctionnelle du capital social : c'est une ressource incorporée dans les relations interindividuelles, une forme particulière de capital qui rend possible l'action sociale;

De nombreuses études s'ont développées à partir de la publication de l'article "Making Democracy Work" de R. Putnam, en 1993, l'évaluation de l'indice de capital social se rapporte aux niveaux éducationnels, nutritionnels, de santé et d'emploi (Putnam, R. D., Leonardi, R., & Nanetti, R. 1993). Dans son article, Putnam définit le capital social comme les « *caractéristiques des organisations sociales au moyen desquelles les réseaux et les normes de confiance facilitent la coordination et la coopération au bénéfice du bien collectif* » (Putnam 1993, p.36) (Adler et Kwon, 2002 ; Westlund et Bolton, 2003 ou Bamford, Bruton et Hinson, 2006); Sa définition s'articule sur le caractère utilitaire des relations sociales, les comportements et les attitudes volontaristes des individus qui possèdent un capital social. Chez lui, le capital social est un actif collectif, cette dimension publique opposée à la dimension privée c'est-à-dire individuelle optée par Colman, est encore accentué avec la position de Putnam.

D'autres auteurs prennent le concept de capital social pour un composant de l'action collective: être socialement inséré dans un groupe signifie, pour l'individu, la recherche de profits matériels et symboliques et, entre les membres, cela a pour conséquence la transformation des rapports occasionnels (voisinage, travail, degré de parenté, nécessaires et choisis), impliquant des obligations durables subjectivement accompagnées de sentiments de reconnaissance, de respect, et d'amitié, ou garanties institutionnellement (Ponthieux, 2006) (Adler, P.S. et al).

Le concept reste assez vague, mais il apparaît qu'un capital qui ne coûte rien et qui profite à tous est la valorisation du « social ». Le concept de capital social renvoie à une métaphore, elle porte une représentation complémentaire au concept de capital humain et permet d'accentuer l'importance des ressources via les relations personnelles. À la reconnaissance des identifications des auteurs, l'objectif donc est de toucher divers questions sur la mobilisation de la notion de capital social.

2. Littérature sur l'émergence de capital social

2.1. Les Origines Sociologiques de Capital social

2.1.1. Approche d'Alexis de Tocqueville

À partir des États-Unis, une dense littérature s'est développée autour du concept de « capital social ». Les travaux précédés attribuent la paternité de leur approche à Alexis de Tocqueville, sa conception principale est l'étude des liens entre démocratie et société civile en Amérique. Dans l'introduction à son article de A. Tocqueville, sa visite en 1830, était très impressionnée par la tendance des

Américains pour les associations, considérés comme des instruments privilégiés qui permettent de faire fonctionner la démocratie (Putnam, 1995, p. 65).

❖ *L'utilité de l'association politique aux États-Unis*

Chez les peuples démocratiques, à part les associations ordinaires, il y a d'autres qui se créent et se développent qu'à des volontés individuelles. Avec l'identification de droit d'association, une association admet seulement l'adhésion publique qu'octroient un certain nombre d'individus à telles ou telles doctrines. Le droit de s'associer ainsi s'associe avec la liberté d'écrire ; déjà l'association détient plus de vigueur que la presse. L'avis évoqué par une association prend une forme plus nette et plus précise. Les opinions qui s'étendent avec cette force reprennent une réaction plus que la pensée écrite.

S'associer est combiner les efforts d'un individu avec celles de ses semblables et d'agir conjointement. Si chaque citoyen, à mesure qu'il devient indépendamment plus faible, et par conséquent plus impuissant de protéger isolément sa liberté. Les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits, s'unissent sans cesse. Non seulement ils ont des associations commerciales et industrielles auxquelles tous prennent part ; mais ils en ont encore de mille autres espèces : de religieuses, politiques, de morales, de graves, de futiles, de fort générales et de très-particulières, d'immenses et de fort petites ; les Américains s'associent pour donner des fêtes, fonder des séminaires, bâtir des auberges, élever des églises, répandre des livres, envoyer des missionnaires aux antipodes. En Amérique, il y a des sortes d'associations dont les habitants arrivaient à fixer un but commun aux concentrations d'un grand nombre de personnes, et à les y faire avancer librement. Evidemment, Ils voient l'association comme un fort moyen d'action. (Alexis de Tocqueville. 1848).

❖ *Relation entre associations civiles et associations politiques.*

Toutefois chez tous les peuples où l'association politique est interdite l'association civile est rare. A part que la politique fait épanouir beaucoup d'associations, mais elle crée des associations très-vastes. Fukuyama fait renvoi quand il commence à définir le capital social. « *La fonction politique du capital social dans une démocratie moderne a été le mieux mise en évidence par Alexis de Tocqueville qui a utilisé la notion d'art de l'association pour décrire l'inclinaison américaine en faveur des associations* » [Fukuyama, 1999, p. 4]. Cependant le goût et l'habitude de l'association est généralisé ; et fait vouloir de se réunir et apprend l'art de s'associer. (Fukuyama F., 1999)

La redoute de se lancer dans une première expérience et s'associer, toujours l'existence d'un moyen puissant garant de succès assure l'intégration des hommes. Nous considérons que les associations politiques savent être de hautes écoles gratuites qui enseignent la théorie générale des associations. Il

est pratique de démontrer que les associations politiques confondent l'État et bloquent l'industrie, mais conservent la vie d'un peuple, nous confirmons donc que la liberté d'association en matière politique est propice au bien des citoyens. Au sein des associations politiques, les Américains de différent état, esprits apprennent toujours le goût général de l'association en se familiarisant à leur emploi.

❖ *De l'individualisme dans les pays démocratiques.*

Dans les siècles d'égalité, l'individualisme est une expression récente d'origine démocratique, comme une perception réfléchi qui ordonne chaque citoyen à se dissocier de la masse de ses similaires, et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis, il menace de se développer à mesure que les conditions s'égalisent. Avant l'homme ne connaissaient que l'égoïsme et qui est aussi ancien, naît d'un arrangement aveugle, un sentiment passionné et excessif de soi-même, qui le porte à ne rien restituer qu'à lui seul. (Alexis de Tocqueville. 1848)

La nécessité de l'intérêt général à force de travailler au bien de ses concitoyens, on adopte l'habitude et le goût de les servir. Les législateurs de l'Amérique estiment donc qu'il suffisait d'octroyer à toute la nation une représentation d'elle-même pour enlever un problème du corps social dans les temps démocratiques. Quand le public gouverne, le traitement des affaires communes, chaque homme dépend de ses semblables et chacun sent le prix de la bienveillance publique. Les habitants les plus instruits parcourent à accroître la richesse, de satisfaire les nécessités du public, et même à accroître la richesse commune. (Alexis de Tocqueville. 1848)

❖ *De l'usage que les Américains font de l'association dans la vie civile.*

A. de Tocqueville remarque que ses habitants connaissent bien accorder de la propension à l'égoïsme et prendre sur eux pour collaborer pour les affaires collectives : « *l'habitant des Etats-Unis apprend dès sa naissance qu'il faut s'appuyer sur lui-même pour lutter contre les maux et les embarras de la vie ; il ne jette sur l'autorité sociale qu'un regard défiant et inquiet, et n'en appelle à son pouvoir que quand il ne peut s'en passer [...] Aux Etats-Unis, on s'associe dans des buts de sécurité publique, de commerce et d'industrie, de morale et de religion. Il n'y a rien que la volonté humaine désespère d'atteindre par l'action libre de la puissance collective des individus* » (Tocqueville, 1986). Cette façon d'agir en commun bénéficie du support d'un ensemble d'institutions qui encouragent le rapprochement, le partager des problèmes quotidiens et la réciprocité. L'essentiel c'est créée des communautés pareilles « garantie nécessaire contre la tyrannie de la majorité ». En fait pour revoir le rapport entre les associations et l'égalité, dans les sociétés aristocratiques, les hommes ne cherchent pas à s'unir pour agir, des citoyens qui sont très puissants ; chacun peut réaliser

à lui seul de grandes affaires. Ils y forment le leader d'une association permanente forcée de tous ceux qu'il tient dans sa dépendance. Tandis que chez les peuples démocratiques, au contraire, tous les citoyens sont autonomes et faibles, donc la seule solution qu'ils ont c'est apprendre à s'aider librement. Sinon leur indépendance courrait de grands hasards, la civilisation elle-même serait en péril. (Alexis de Tocqueville. 1864)

Malheureusement lorsque plusieurs membres d'une aristocratie veulent se réunir ils réussissent facilement, chacun d'eux apporte une grande force dans la société avec un nombre petit des sociétaires, et cela leur donne un atout de se connaître facilement, de se comprendre et d'établir des règles fixes. Cette facilité ne se coïncide pas chez les démocratiques, pour que l'association soit puissante ça demande que les associés soient très nombreux. (Alexis de Tocqueville. 1864)

Dans les pays démocratiques il n'y a que le pouvoir social qui peut exécuter, mais son action est toujours courte. Seul le gouvernement va entretenir et renouveler la circulation des sentiments et des idées chez un grand peuple. Si le gouvernement prenait la place des associations on aura le problème des perceptions et concepts qui ne se renouvellent que par l'action réciproque des hommes les uns sur les autres. Donc cette action reste limitée dans les pays démocratiques. Il faut donc l'y produire on donnant cette opportunité aux associations qui sont seules qui peuvent le faire. (Alexis de Tocqueville. 1864)

Donc pour que les hommes soient civilisés, il faut s'associer avec l'accroissement de l'égalité des conditions, donc il y a un rapport positif entre l'égalité et les associations. La science de l'association est donc la science mère ; le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là. Et il reste parmi les lois qui régissent les sociétés humaines et garantir la liberté et maintenir la civilisation.

2.1.2. La thèse de M. Weber

Autant que A. de Tocqueville, M. Weber fait part des leçons qu'il amène du séjour outre-Atlantique qu'il entame en 1904. La remarque préalable qu'opère M. Weber qu'aux États-unis, le nombre de personnes sans croyance est faible, faire partie d'une communauté croyante demande des charges plus qu'en Allemagne, dans son interprétation « *Entre autre cas, j'ai personnellement connu, dans une ville des bords du lac Erié, une paroisse presque entièrement composée de bûcherons immigrés d'Allemagne dont la contribution annuelle aux besoins de l'Eglise s'élevait à près de 80 dollars, le gain moyen étant de 1000 dollars. Chacun sait qu'en Allemagne des exigences financières infiniment moins grandes auraient pour conséquence un exode des fidèles hors de l'Eglise* » [Weber, 1964]. Cela montre que si les autorités politiques américaines ne s'inquiète guère de l'appartenance religieuse des citoyens, tant que « *celle-ci est presque toujours en cause dans la vie sociale ou*

professionnelle, lesquelles dépendent de relations durables et de la bonne réputation» [Weber, 1964]. (Lallement, M. 2006).

M. Weber développe ses exemples, pour montrer qu'aux États-Unis l'admission dans une communauté compense bénéficier d'une garantie officielle d'intégrité morale. Un examen qui peut arriver même à l'enfance établie à tout bénéficiaire avant d'être accepté dans une secte. Ces procédures pour s'assurer qu'elle recrute un individu dont la conduite est « moralement qualifiée ». De l'autre côté, le nouveau membre bénéficie d'un label de qualité éthique à même de favoriser son intégration sociale et sa réussite économique. Selon M. Weber, être admis dans une communauté, c'est être un « homme fait ». À l'inverse, « *l'exclusion de la secte pour infractions d'ordre éthique signifiait perte du crédit en affaires et déclassement social* » [Weber, 1964]. (Lallement, M. 2006).

Comme A. de Tocqueville, M. Weber constate le rôle des associations porte une telle importance que le rôle déterminant des sectes mais, donc l'importance du fait associatif intervient aussi dans son approche. Dans le cas des sectes, après la sélection des adhérents, la reconnaissance produit de la confiance, augmente les possibilités de prendre des crédits et réussir financièrement. De même, l'accès aux associations est fait après une enquête et par un vote positif « *La rosette à la boutonnière voulait dire : je suis un gentleman breveté après enquête et probation, je suis dûment garanti en tant que membre de l'association* » [Weber, 1964]. Pour toutes ces raisons, M. Weber estime que les associations constituent le véhicule typique de progression sociale pour cette classe moyenne. (Le GRIS, 2003)

On conclue l'approche de la thèse de M. Weber oppose celle d'A.Tocqueville puisque le développement du capital social américain est principalement lié aux pratiques religieuses. Tandis que M. Weber s'attachait moins aux inclusions éthiques des religions qu'à leurs effets sur le comportement économique.

2.1.3. L'influence de la structure sociale sur les activités économiques

Le marché est observé comme le produit des choix des intervenants dans le marché tel que les travailleurs, les consommateurs et les entrepreneurs. Mais à partir de 1970, Mark Granovetter a changé la façon de considérer l'économie de marché comme un domaine limité juste aux actions purement économiques. Comme Polanyi, l'approche de Mark Granovetter traduit une économie encadrée dans le social. (Mark Granovetter, 2000)

Avec une vision théorique et études de terrain, il s'est avéré que les structures économiques sont aussi des institutions sociales fondées sur des réseaux de relations entre les acteurs, et qui correspondent à la reconnaissance et les liens sociaux. Le réseau joue donc un rôle primordial dans l'efficacité de marche. Et récemment que les économistes ont porté une grande attention à l'impact

de la structure sociale et des réseaux sur l'économie. Donc il faut savoir comment les réseaux sociaux touchent les activités économiques.

La forme des réseaux sociaux, affecte l'activité économique, tout d'abord, les réseaux sociaux agissent sur les flux de l'information. Si les réseaux sont denses, l'information peut circuler avec extensibilité et la conception de l'idée sera rencontrée, discutée et adaptée ; un avantage est accordé à l'information qui circule entre les individus à travers des liens faibles qu'à travers des liens forts. C'est plus avantageux en cas de recherche d'un emploi ou l'obtention d'un service rare. (Granovetter, 1973, 1983). La question qui est non résolue, c'est savoir est ce que les liens faibles agissent également sur les niveaux de salaires, la satisfaction au travail et la productivité.

Pour comprendre comment les rapports sociologiques peuvent influencer sur les prix de marché, il faut chercher les conditions d'interaction de la dimension économique et la dimension sociologique. L'interconnaissance entre des gens et la nature de leurs relations peut conduire à un impact sur les prix. Prenant l'étude de marché bancaire des PME qui bénéficie de prêts à un taux d'intérêt faible. (Uzzi, B. 1999).

Les relations sociales ont également des conséquences sur la productivité. Néanmoins, la productivité d'un individu varie selon sa situation au sein d'un groupe social et cette variation est due à cause de la coopération entre les membres à l'accomplissement des tâches complexes qui demandent des connaissances et expériences déjà acquises. De nombreuses tâches exigent une sérieuse coopération des autres. Ceux qui ont un manque d'intégration ou un faible statut social sont moins accompagnés et moins aidés et par la suite restent incompetents. Tandis que, ceux qui repèrent un niveau élevé de productivités, ce sont qui ont de bonnes relations avec les autres ou bien ils ont trouvé leurs postes par les contacts personnels.

De telle sorte que la productivité s'influence par la structure sociale et les relations entre les groupes sociaux, elles peuvent même atteindre un niveau plus étendu celle de l'innovation qui correspond à une rupture avec les routines établies. Toutefois les innovations découlent des groupes sociaux dominants. Autant, si les indépendants sociaux peuvent être mieux placés pour rompre avec les pratiques établies car ils ne sont pas engagés dans des réseaux sociaux denses et cohésifs de liens forts qui créent un haut niveau d'adhésion sur de telles pratiques. (Granovetter, M. 1973).

Les activités non économiques affectent les coûts et les techniques disponibles pour l'activité économique. Cette fusion des deux ampleurs convient à un modèle de « l'encastrement social » de l'économie distingué en 1985 par Granovetter dans son article « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness » qui va donner naissance à la nouvelle sociologie économique. En sociologie économique la notion d'encastrement (embeddedness) permet de concevoir

les transactions économiques dans les relations sociales. Parmi les genres distingués de l'encastrement de l'action économique dans la politique, la religion et les réseaux sociaux (Granovetter, M. 1985). Chez Granovetter, les « marchés » n'ont pas à être retirés de l'analyse des relations sociales. Donc l'action économique se doit d'être accompagnée d'une appréciation de l'importance des objectifs non économiques - qui interviennent dans la satisfaction des préférences bien définies- qui de plus est profondément encadrée dans des structures d'interactions sociales, très étendues dans le temps et dans l'espace (GRANOVETTER, 1990a, p. 95). (Plociniczak, S. 2003)

Cependant pour assurer la continuité des relations entre les individus et permettre d'acquérir une plateforme sociale commune, il existe deux formes d'interpénétration des actions économiques et non économiques de l'encastrement relationnel ou les relations personnelles qui agissent sur l'action, et l'encastrement structural qui renvoie aux réseaux auxquels l'acteur prend part. (Michel Grosseti. 2017).

2.2. L'introduction de capital social dans les sciences sociales.

2.2.1. Analyse systématique de différentes formes de capital

Il paraît que le terme de capital social est la première fois qu'il s'est utilisé par Bourdieu qui a intégré une analyse systématique contemporaine. Il considère le CS comme un stock de ressources réelles ou potentielles dispersées dans un réseau relationnel. Ce réseau se fonde sur des échanges matériels et symboliques entre les agents et dépend de la qualité et de la taille de la structure relationnelle d'un individu donné. Dans sa définition, « Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe (...) d'agents (...) dotés de propriétés communes (...) aussi unis par des liaisons permanentes et utiles.» (Bourdieu 1980). Le CS devient donc un élément qui structure le groupe, génère la réciprocité et la dette qui résulte des relations entre individu. Pourtant, il demeure un actif individuel et le capital social disposé par un individu varie selon le nombre de personnes appartenant à son réseau personnel et l'importance de l'ensemble des capitaux qu'elles disposent, aussi il est considéré comme un limiteur des autres capitaux économique et culturel.

La définition de Bourdieu, est un concept qui catégorise les différentes sortes de ressources que les agents sociaux peuvent mobiliser dans la poursuite de leurs projets et que, en raison de leur valeur, les agents auront tendance à chercher à poursuivre et à accumuler, nous pouvons dire que les agents sont des avantages les uns par rapport aux autres. Quatre principaux types de capital identifiés dans l'œuvre de Bourdieu (Nick Crossley. 2005). Dans les années 1970 et 1980, Bourdieu a soutenu que le capital social est une forme de capital, étroitement liée à d'autres formes qu'il a appelées capital

"symbolique" et "culturel". Les différentes formes de capital, bien que souvent ignorées parce qu'elles sont moins tangibles que le capital économique, n'en sont pas moins significatives parce qu'elles déguisent les processus par lesquels sont reproduites les relations de pouvoir et les inégalités matérielles.

2.2.2. Le capital social comme un bien public ou bien privé :

Certains chercheurs considèrent le capital social comme une ressource privée (Anderfuhren-Biget, S. 2012); D'autres spécialistes envisagent toutefois le capital social une ressource collective (el Bekkaye, T. . 2021) qui appartient à des organisations (Andrews; Nahapiet et Ghoshal. 2011) ou appartient à des communautés c'est-à-dire un capital social communautaire (Andrews & Brewer 2013, 2015). Ces chercheurs attirent l'attention sur les avantages du capital social comme action collective mutuellement bénéfique. Donc il est essentiel de différencier deux grandes conceptions du capital social (P.S. Adler and Kwon; Leana and Van Buren; Lin) : les approches du capital social comme bien privé et les approches du capital social comme bien public. (Leana, C. R., & van Buren, H. J. III. 1999)

L'approche de bien privé présente un capital social propre à un individu. Dans un souci d'agrégation, le concept de capital social peut être appréhendé selon trois principales dimensions (Chollet, 2006). La première dimension est la force des liens, Granovetter insiste dès 1973 sur « la force des liens faibles» qui le considère comme « *une combinaison probablement linéaire de la quantité de temps, de l'intensité émotionnelle, de l'intimité c'est-à-dire la confiance mutuelle et des services réciproques qui caractérisent ce lien* » (Granovetter 1973, 1995a, 1995b, 2003).

S'il y a des liens faibles, ils sont déterminés par moins d'interactions dans le temps, moins d'intensité émotionnelle, peu de confiance et peu de services réciproques. Les réseaux à liens faibles accèdent un plus grand nombre d'individus socialement distants et d'atteindre à des informations récentes diffusées à plus grande échelle pour relier des groupes différents. Contrairement aux réseaux à liens forts qui regroupent des individus comparables faisant un cercle proportionnellement limité et étroit. Les liens faibles comme du fait qu'ils nécessitent moins d'efforts et accèdent des informations peu complexes, des connaissances codifiables, explicites et non dépendantes (Hansen. 1999 et Granovetter. 1995b, 2003). L'aspect de bonding et bridging de l'approche de Putnam (2000) se joint au concept de liens forts et de liens faibles et aide à transférer des connaissances tacites.

La deuxième dimension est la structure du réseau, dans ce volet, le capital social assure des privilèges en termes d'information, de visibilité et de contrôle (Burt,1992). Le capital social est lié à la structure du réseau d'un individu et notamment à la place et au nombre de ses contacts dans cette structure sociale. Burt rejoint Granovetter en qualifiant l'absence de ponts entre deux groupes « trou

structural» (Burt 1992, 1995). Un réseau qui contient des liens peu redondants, de faible densité, permettra d'avoir des informations variées et spéciales. La présence de trous structuraux à la faveur d'un individu lié à une taille importante du réseau génèrent du capital social et favorisent l'évolution de l'individu (Burt 1995). C'est « *un tampon, comme un isolant dans un circuit électrique. Du fait du trou qui les sépare, deux individus procurent des bénéfices de réseau qui s'additionnent plus qu'ils ne se recouvrent* » (Burt Ronald S, 1995).

Et enfin la troisième dimension est celle de la nature des ressources accessibles, Lin (1981) démontre que le capital social a un impact proportionnellement plus important que le capital humain sur le statut acquis lors du premier emploi « *Le capital social (...) conserve toute son importance par comparaison avec le capital humain* » (Lin, N. 1995). Ces trois dimensions montrent qu'un bon réseau comporte des contacts non redondants et variés ne donnant pas accès aux mêmes ressources.

Tant que pour l'approche de bien public, le capital social est vu comme un actif disposé collectivement (Coleman, 1990; Leana and Van Buren, 1999; Nahapiet and Ghoshal, 1998; Putnam, 2000). Il se présente surtout dans un ensemble de principes de comportements de confiance, normes et culture partagés par les individus (Chollet, 2005). Les composantes collectives (normes, confiance, représentations partagées...) facilitent l'accès de l'acteur aux ressources contenues dans son réseau de relations mais ne font pas partie du capital social en tant que tel. Lin, N. (2001). Coleman voit le capital social comme un bien public (collectif), une vision contradictoire à la vision de bien privé de Burt : « *l'opposition récurrente entre Burt (1992) et Coleman (1988, 1990) paraît souvent biaisée par le fait que les arguments ne portent pas sur le même niveau d'analyse* » (p. 201). Autrement dit, la coordination et le transfert de connaissances au niveau interne sont plus facilités par le capital social organisationnel, tandis que le capital social relationnel permet d'apparaître des nouvelles idées et d'atteindre des ressources différentes et variées par des réseaux.

En fait, l'approche de Colman est inventive, basée plus sur la confiance mais reste un objet incertain en termes de la communauté limitée et restreinte c'est-à-dire que les liens lient juste les membres d'une structure sociale, aussi les sanctions qui se traduit par la désintégration limitent plus la communauté concernée. La contribution de Colman adopte plus d'inconvénients quantitatives ce qui ne permet pas le développement du concept. Finalement, la réflexion représentée sur le CS reste un actif collectif, plus important que la structure sociale fermée.

2.2.3. L'approche externe et interne de capital social

Des explications des effets du capital social dans divers domaines, éducation et bien-être des enfants, sécurité des quartiers, prospérité économique, santé et bonheur et démocratie, et des descriptions systématiques des tendances de l'engagement civique et du capital social (participation politique,

associative, religieuse, relations de travail, sociabilité, bénévolat et philanthropie, réciprocité, honnêteté et confiance) est présenté au « bowlingalone » de 2000. Cependant Putnam propose une définition de capital social assez différente de celle adoptée depuis 1993 « *Just as a screwdriver (physical capital) or a college education (human capital) can increase productivity (both individual and collective), so too social contacts affect the productivity of individuals and groups. Whereas physical capital refers to properties of individuals, social capital refers to connections among individuals – social networks and the norms of reciprocity and trustworthiness that arise from them.* » (Putnam R. 2000).

L'apparition de nouveaux composants qui renvoient à l'évolution de la conception du capital social. Toutefois, la distinction de deux formes du capital social se traduit l'une « bonding » concerne les membres d'un groupe, l'autre « bridging » qui remet la généralisation des bonnes dispositions acquises dans le contexte d'un groupe aux interactions dans d'autres contextes. Putnam définit l'approche externe du CS « bridging » comme des connexions qui sont formées entre divers groupes sociaux alors que l'approche interne « bonding » du CS renforce les groupes homogènes et favorise la formation de réseau au sein d'un groupe : famille ou organisation. (Bernard Dussuc, Sébastien Geindre. 2012)

2.2.4. La théorie des ressources sociales

À l'instar des biens matériels, les relations sociales constitueraient « *des biens dont la valeur est déterminée socialement et dont la possession permet à l'individu de survivre ou de préserver des acquis* » (Lin, 1995 : 687). L'hypothèse de lin est générale d'où l'accès au meilleur capital social constitue un facteur de succès des actions engagées par les individus dans la course aux emplois (Lin, 1995). Son approche porte sur les relations sociales et la position sociale initiale qui comptent plus que le niveau d'études dans la course aux meilleurs emplois (Lin, Ensel et Vaughn ; 1981). (Pierre canisius kamanzi. 2006). L'accès à l'emploi recherché par l'individu est déterminé par son capital social. Celui-ci se développe à travers les réseaux sociaux selon la place occupée par le candidat dans la hiérarchie sociale.

Pour vérifier que l'accès au meilleur capital social, selon Lin, la hiérarchie sociale est très essentielle dans le capital social c'est-à-dire la position qu'occupe l'individu. Dans sa théorie, Lin explique qu'il y a un lien entre la position sociale consacrée et le capital social auquel le sujet peut atteindre. La position sociale est donc un avantage pour avoir un meilleur capital social. La position hiérarchique occupée est fréquemment la base de réalisation des intérêts économiques. Ainsi que la position de pouvoir et d'autorité permet d'avoir des renseignements sur la localisation des avantages sociaux.

2.2.5. Le capital social est instance de démocratie, de protection sociale et de santé

Suite à une collaboration avec Robert Leonardi et Rafaella Nanetti, en 1993, Putnam a écrit son livre *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, il étudie le record des gouvernements régionaux en Italie depuis leur création en 1970, une investigation approfondie sur les performances institutionnelles de 20 régions administratives italiennes (Putnam, R. D., Leonardi, R., & Nanetti, R. 1993). Les résultats ont montré que les régions de centre nord sont les gouvernements locaux stables, fiables, réactifs, et efficaces, le cas contraire pour les régions de sud.

Après l'analyse, la différence ne s'explique ni par des différences de richesse, ni de tendance politique, ni de démographie ou de géographie. Par contre, les contrastes sont appropriés à «l'engagement civique» de la population, les habitants du nord et centre manifestent fortement à la participation associative, et donnent un grand intérêt pour les affaires publiques, mais au Sud, la vie sociale est instable, et la vie politique est dominée par le clientélisme et la corruption.

Autant, il porte que le sud a été resserré dans une spirale infernale où les institutions sociales s'adaptent à l'omniprésence de la pauvreté. Le nord et le centre ont connu une longue histoire dès le 14ème siècle, ces régions étaient dotées de nombreux réseaux d'engagement civique et des normes de réciprocité généralisée ont donné lieu à une spirale vertueuse de réciprocité, ce qui faisait déjà défaut aux régions du Sud. L'image de la démocratie et de développement économique qui reine dans les régions nord centre dégage donc les produits de dynamiques vertueuses dans les activités associatives volontaires, confiance sociale, normes de réciprocité, réseaux d'engagement civique et succès la coopération se renforcent mutuellement et pour parvenir à leur objectif commun ; cette réussite leur donne le goût de l'action collective, et l'aptitude à la coopération acquise : « *In the civic community associations proliferate, memberships overlap, and participation spills into multiple arenas of community life* »(pp. 175, 183). (Carles Boix and Daniel N. Posner 1996).

La leçon capitale est que « *Making democracy work* » affirme un rapport entre une propension élevée d'engagement civique et de meilleures performances sociales, institutionnelles et économiques : « *Strong society, strong state ; strong society, strong economy* ». le niveau de développement socio-économique des régions d'Italie, est le facteur déterminant qu'ils qualifient de "participation citoyenne" ou de "tradition civique", mesurée par le dynamisme de la vie associative et des indicateurs de participation politique. Donc une société forte se reconnaît par la taille de son capital social, une notion introduite assez tard dans l'ouvrage, défini comme « *those features of social organization, such as trust, norms and networks that can improve the efficiency of society by facilitating coordinated actions*» (p. 167). La conclusion c'est que les "réseaux d'engagement civique" donnent naissance à un capital social qui, à son tour, favorise la coopération entre les

personnes et renforce la réciprocité et l'engagement civique, ce qui confirme un stock élevé de capital social.

Le concept de capital social est relativement simple et représente les notions de communauté, collaboration et d'entraide. Généralement, le capital social signifie que lorsque les gens coopèrent et s'engagent dans des relations réciproques utiles dans lesquelles ils ressentent une certaine forme d'attachement affectif. Et lorsqu'il s'agit d'un niveau élevé de capital social, il y a des améliorations non seulement en matière d'éducation, d'économie, de réduction des taux de criminalité, mais aussi une amélioration de la santé.

Putnam a fait observer une autre zone qui est touchée par le déclin du capital social c'est la tendance à la détérioration de la santé "*plus nous sommes intégrés à notre collectivité, moins nous sommes susceptibles de connaître des rhumes, des crises cardiaques, des accidents vasculaires cérébraux, des accidents vasculaires cérébraux, le cancer, la dépression et des décès prématurés de toutes sortes*". (Putnam R. 2000)

Prenant l'exemple de la petite ville américaine de roseto, l'exemple qui présente le rôle intéressant du capital social pour la santé. Elle diffère des autres villes par de deux aspects attirants. Premièrement, les personnes ont toujours été en bien meilleure santé par rapport aux autres villes voisines, spécialement pour les maladies cardiaques. Deuxièmement, des chercheurs médicaux et sociologiques s'interrogent pourquoi cet avantage sur le plan de la santé existait. La réponse porte sur l'origine de la communauté italo-américaine et la structure homogène de lien. La culture d'engagement civique héritée des migrants originaires italiens partis pour l'Amérique.¹

Donc nous constatons que l'investissement dans le capital social touche le rythme de la santé. Et le soutien est essentiel et affectif, consiste à diffuser l'information, surveiller les personnes âgées ou vulnérables de la communauté, lié aux émotions aux personnes en moments difficiles ou stressants de leur vie. Les raisons tirées pour expliquer que le capital social a un impact positif sur la santé, il aide à réduire le stress et la souffrance, les réseaux sociaux aident à renforcer les normes sociales, les collectivités branchées sont plus susceptibles d'être bien organisées et, par conséquent, capables de contester les questions liées à la santé.

3. Le rôle des intervenants dans le règlement du capital social.

3.1. L'ancien paradigme d'Etat-marche

Le paradigme de l'après seconde guerre reposait principalement sur le couple Etat-marché, il s'agissait de garantir les mêmes chances à toutes les personnes. Dans la mesure où l'Etat exerce le

¹ Capital social dans la protection de la santé de la série SAGE Key Concepts: Concepts clés dans les études sur la santé

monopole de la violence légitime, un contrôle social toujours plus contraignant constitue un danger surtout quand la démocratie s'affaiblit. Il existait une conviction que le progrès était porté par trois piliers : le progrès technologique inconditionnel, le progrès de l'Etat comme garant de l'intérêt général et le progrès social (Lipietz, 1989 : 25). Inspirée par l'approche keynésienne dans l'économie et par celle de Beveridge dans le social, cette vision nouvelle favorisera une approche hiérarchique et centralisatrice. (Benoît Lévesque 2003)

L'Etat social, qui en a découlé, a signifié une augmentation considérable de l'intervention étatique au plan du financement, la régulation et la dispensation des services sont devenues plus abordables. L'Etat se percevait comme le plus équipé pour exécuter une prévision économique motivante, de telle sorte, se faire promoteur pour permettre la diversification industrielle et l'intérêt général de la nation. Ce modèle de régulation réalisait à l'échelle nationale un arrimage heureux entre développement social et développement économique. (Benoît Lévesque 2003)

Il est plus rude de voir le progrès social avec des mesures qui pourraient se matérialiser sans l'intervention de l'Etat, la plus représentante de l'instance pour dégager l'intérêt général. L'Etat doit être capable de rendre les demandes sociales en conformité avec l'intérêt général. La montée de l'individualisme et de la segmentation sociale est le deuxième vecteur de transformation, dont l'Etat-providence est en partie responsable. L'individualisation croissante découle du fait que les personnes se spécifient selon la multiplicité d'appartenances que maintiennent les divisions du travail, l'arrivée des femmes sur le marché du travail et la reconnaissance de droits sociaux. L'Etat ne peut plus répondre à ces nouvelles demandes en termes d'universalité et « *chaque individu perçoit son rapport à l'Etat en termes de service et non en termes de bien commun* », la démocratie représentative devient inopérante par une surcharge de demandes (Theriault, Joseph-Yvon 1996). Sous cet angle, « l'Etat-providence ne visait pas à former des citoyens capables de concevoir l'intérêt général de façon autonome, mais des travailleurs dignes de confiance. » (Offe et Preuß 1997 p 223). D'autres vont plus loin encore, l'Etat aurait contribué grandement à la destruction du capital social et à l'érosion de la cohésion sociale, creusant ainsi le fonctionnement des sociétés (Paquet, 1999; Eme et Laville, 1994). (Benoît Lévesque 2003). La mondialisation est le troisième vecteur d'où l'ouverture des marchés, qui brise l'arrimage vertueux entre développement économique et développement social.

Les nouveaux problèmes sociaux résultent principalement de chocs externes qui donnent naissance à « une structure sociale du risque radicalement nouvelle » (Esping-Andersen, 1999 p 280) (Benoît Lévesque 2003). Dès lors, de nouveaux risques de chômage de longue durée, exclusions sociale et professionnelle, nouvelle pauvreté qui apparaissent par la difficulté de redéploiement de l'Etat-providence. Ces nouveaux risques sociétaux feraient en sorte que nous passons d'une société de

redistribution à une « société de risques », d'une société de pénurie des approvisionnements à une société de la surabondance des risques, d'une société luttant contre la faim à une société luttant contre la peur, d'une société où le passé avait une fonction déterminante sur le présent, à une société où l'avenir et le fictif deviennent cause de l'expérience et de l'action présente.

Pour faire face à ces risques, la société civile joue un rôle de sensibilisation sur les origines. Tant que les pouvoirs politiques procèdent sur les effets de ces risques. Cette situation conduit à une perte de confiance dans l'action des États. Autrement dit, les nouveaux risques sociaux et sociétaux incitent à agir sur les faiblesses du système marché, de l'État et de la société civile.

3.2. La société civile dans un nouveau paradigme

Dans les périodes de mutations profondes. De nouvelles configurations des pouvoirs de l'État-nation au profit d'instances mondiales et d'instances au local et au régional, tout en admettant le travail de la société civile comme partie prenante. Des reconfigurations différentes supposent des méthodes de coordination qui rehaussent de la société civile, exigent un excès de l'ancien système marché-Etat pour faire place à un autre à trois, Marché-Etat-Société civile qui se basent sur des mécanismes différents : les prix pour la coordination des activités marchandes, le respect des règles pour les hiérarchies publiques et privées, l'engagement volontaire pour la société civile, ce qui suppose la délibération pour l'adhésion à un projet commun toujours à redéfinir (Piore).

Dans le domaine du social, la fonction des pouvoirs publics devient un État providence positif au lieu d'un ancien négatif. Tandis que dans le domaine économique, l'adoption des politiques vise à soutenir une offre intégrée, en dépassant le domaine économique pour atteindre le social. Et puis pour atteindre un développement économique et social, les pouvoirs publics travaillent à instaurer une nouvelle économie mixte ou économie plurielle qui rassemble les entreprises capitalistes, les entreprises publiques et les entreprises d'économie sociale, dans la visée de l'intérêt général.

3.3. Un État-providence positif

Dans le domaine du social, la participation de la société civile représente un élément incontournable pour un État-providence renouvelé (Vaillancourt, 1999; Vaillancourt et La ville, 1998) ou encore pour un « État providence positif » (Giddens, 1998). Entamer des réponses à des problèmes nouveaux, semble se réunir pour exiger un dépassement vers la solidarité et l'équité plutôt que l'égalité, des investissements sociaux, au lieu d'un l'État-providence traditionnel. (Lévesque, Benoît. 2005)

En effet, l'État providence a deux avenues de réforme, l'une visant à assurer la protection sociale à la logique du marché en s'en remettant à la société civile pour les perdants, l'autre faisant appel à la société civile avec l'aide de l'État mais pour favoriser l'adaptation des personnes et des collectivités.

La voix de l'État providence renouvelée dépasse en quelque sorte l'universalisation par sa volonté de tenir compte des différences et de l'équité. Les transferts sociaux sont inscrits dans une reconnaissance de la pluriactivité et implicitement de l'économie plurielle, de l'économie sociale et solidaire. Cette reconfiguration de la gouvernance repose sur la reconnaissance de la société civile, la diversité des acteurs sociaux et le principe de la subsidiarité dans le cadre de compromis faisant appel à de nouvelles solidarités (Stohr). (Noël, A. 1996)

Ce renouvellement de l'État providence pourrait donner « État providence positif ». Le passage d'un « État providence négatif » orienté vers le passé, la protection et le curatif, à un « État-providence positif » influe sur l'investissement social pour préparer l'avenir (Giddens) (Benoît Lévesque 2003). Dans un cadre où prévoit la réciprocité que la dépendance, ce nouvel État providence demande que les droits sociaux soient généralement attachés à des responsabilités. L'État-providence se combinerait avec une société providence qui favoriserait la décentralisation, l'initiative et la prise en main à travers les associations et l'économie sociale.

Sur le plan du développement économique, il existerait également une nouvelle vision où l'État serait présent plus comme un partenaire que comme le grand organisateur. Avec une concurrence exacerbée qui contraint à l'innovation, les entreprises adoptent de plus en plus de nouveaux modes de gouvernance qui cherchent à mobiliser les dynamismes sociaux. Dans ce contexte, l'État est appelé à jouer un rôle de catalyseur qui favoriserait la multiplication des ententes entre partenaires économiques et non économiques. De même, les politiques de développement régional ne sont plus les seules en difficulté, mais visent dans le meilleur des cas la formation de systèmes régionaux de production (Storh; OCDE (2001); Scott; Saxenian). Pour toutes ces raisons, l'État favorisera également l'émergence d'une « nouvelle économie mixte », différente de l'ancienne économie mixte où le privé et le public relevaient de deux mondes séparés (Giddens, 1999 p 100). (Benoît Lévesque (2003)

3.4. Le nouveau rapport entre « l'économique et le social »

Dans l'ancien modèle keynésien, les critères économiques anticipent celles du social dans la mesure où ces derniers étaient définis en termes de redistribution et de dépenses. Cependant, le social devient une partie prenante des avantages comparatifs d'une économie donnée. Une étude québécoise sur les entreprises manufacturières montre que « *des augmentations marginales des indices de capital social exercent d'avantage un effet sur les décisions relatives à l'innovation que des changements marginaux dans la variété des technologies avancées utilisées dans les procédés de fabrication ou des changements marginaux dans les investissements en R&D* » (Landry, Amara et Lamari 2001 p 12). (Benoît Lévesque 2003). Donc l'amélioration de l'environnement et la qualité de vie, devient un

siège qui améliore le rendement des investissements dans le développement économique. Les investissements dans le capital social, pourraient être plus lucratifs.

Le développement social et le développement économique sont devenus en interactions positives. Cependant le social ne peut être considéré comme un coût ou une dépense sociale, puisqu'il constitue un capital social, un investissement, un lieu d'investissement favorisant un profit élevé. Enfin, la prise en charge du social dans l'investissement devient également une condition pour l'éternité de l'humanité comme le conseille la problématique du développement durable.

La conclusion tirée c'est que le capital social doit être pris comme un facteur d'intervention si les politiques publiques ajustent l'innovation de façon efficace. Les politiques sociales peuvent être pensées comme des investissements sociaux qui permettent de préparer un avenir meilleur, d'où l'attention portée aux ressources humaines et leurs compétences. Il s'agit de chercher à estimer et inventer individuellement et collectivement par la mobilisation de toutes les parties prenantes.

4. Réflexion sur les notions centrales de capital social.

4.1. Perspectives divergentes des auteurs

Au niveau relationnel, le capital social peut être considéré comme semblable au capital humain dans la mesure où l'on suppose que de tels investissements peuvent être faits par l'individu avec un rendement attendu ou bénéfique. L'agrégation des retours individuels profite également à la collectivité. Néanmoins, les points focaux de l'analyse dans cette perspective sont la façon dont les individus investissent dans les relations sociales et la façon dont les individus saisissent les ressources intégrées dans les relations pour générer un rendement. (Lin, Nan. (2001).

Les ressources sociales sont des ressources auxquelles nous avons accès par le biais des liens sociaux d'un individu. En fonction de l'extension et de la diversité de leurs liens sociaux, les individus disposent de ressources sociales différentielles, qu'ils peuvent emprunter pour en tirer un profit. Flap spécifie trois éléments du capital social qui portent sur le nombre de personnes au sein de son réseau social qui sont prêtes à aider ou obligées de le faire lorsque la personne est y invitée, la force de la relation qui indique la disponibilité à aider, et les ressources de ces personnes (Henk Flap, 2003).

Un autre point de vue met l'accent sur le capital social au niveau du groupe, retire les discussions en s'attardant sur la façon dont certains groupes se développent et maintiennent plus ou moins le capital social en tant qu'actif collectif et la façon dont un tel actif collectif améliore les chances de vie des membres du groupe. Bourdieu et Coleman ont longuement discuté de cette perspective (Bourdieu, P. (1980), et le travail empirique de Putnam est l'exemplaire, tout en reconnaissant l'importance essentielle de l'interaction et du travail en réseau entre les individus dans le développement des

retombées du capital social, l'intérêt central de cette perspective est d'explorer les éléments et les processus de la production et du maintien de l'actif collectif (Putnam ;1993, 1995a) (Lin, Nan. 2001). En d'autres termes, pour Bourdieu, le capital social dépend de l'importance de ses liens et du volume ou de la quantité de capital qu'il possède, mais le capital social est un actif collectif partagé par les membres d'un groupe défini, avec des limites claires, des obligations d'échange et une reconnaissance mutuelle. Il faut des échanges répétés qui renforcent la reconnaissance mutuelle et les frontières pour affirmer et réaffirmer la collectivité du capital et la revendication de chaque membre à l'égard de ce capital. Le capital social n'est qu'un déguisement du capital économique. En dernière analyse, *"le capital économique est à la racine de tous les autres types de capital"*, y compris le capital social, et *"tout type de capital est réductible en dernière analyse au capital économique"*(Bourdieu, 252, 253) (Lin, Nan. 2001). Bourdieu voit donc le capital social comme une forme de capital possédée par les membres d'un réseau social ou de groupe. Grâce aux liens entre les membres, le capital peut être utilisé par les membres comme des crédits. En ce sens, le capital social est un actif collectif qui octroie des crédits aux membres, et il est maintenu et renforcé pour son utilité lorsque les membres continuent d'investir dans les relations, ceux-ci fournissent une vue structurelle vers la reproduction de la classe dominante et des groupes de noblesse comme principale explication du capital social, qui est représentée par l'agrégation de la taille du groupe ou du réseau et du volume de capital possédé par les membres (Bourdieu, Pierre. 1986). Cette représentation n'a de sens que lorsqu'on suppose que tous les membres maintiennent et gardent des relations robustes et efficaces. Pourtant, Bourdieu a pu décrire comment les individus interagissent et renforcent la reconnaissance mutuelle entre les membres d'un réseau ou d'un groupe.

Sur le plan d'action sociale, Coleman (1990) décrit l'exercice des acteurs du contrôle sur les ressources dans lesquelles ils ont un intérêt, et leurs intérêts aux événements qui sont au moins partiellement contrôlés par d'autres acteurs. Ainsi, pour que leurs intérêts profitent des résultats de l'événement, les acteurs s'engagent dans des échanges et des transferts de ressources. Coleman illustre ce point en utilisant l'exemple des cellules ouvrières du mouvement communiste prérévolutionnaire en Russie non seulement ont fourni du capital social à des participants individuels, mais aussi du capital social constitué pour les mouvements révolutionnaires eux-mêmes (Coleman 1990, p. 304). Coleman a pris aussi l'exemple d'une mère qui a déménagé de Détroit à Jérusalem pour chercher la sécurité de ses enfants lorsqu'ils iraient au parc et à l'école par eux-mêmes comme autre illustration de la façon dont les acteurs individuels s'adaptent au capital social disponible dans une collégialité.

Tout en mettant l'accent sur la façon dont les individus peuvent utiliser les ressources socio-structurales pour obtenir de meilleurs résultats dans leurs actions individuelles, il consacre beaucoup de discussions à la nature collective du capital social dans la confiance stressante, les normes, les sanctions, l'autorité et la fermeture en tant que parties ou formes du concept. De ce fait, il considère la fermeture de réseaux comme un avantage distinctif du capital social, parce que c'est la fermeture qui maintient et améliore la confiance, les normes, l'autorité, les sanctions, etc. Il est important de cerner et de trier ces points de vue et d'en tenir compte. (Coleman 1990, chap. 12) (Lin, N. (1995)

On constate que pour Coleman et Bourdieu, les réseaux denses ou fermés sont perçus comme le moyen de maintenir le capital collectif et d'obtenir la reproduction du groupe; Bourdieu, Coleman, Lin, Flap, Flap, Burt, Erickson, Portes et d'autres partagent tous la même compréhension selon laquelle le capital social consiste en des ressources intégrées dans les relations sociales et la structure sociale, qui peuvent être mobilisées lorsqu'un acteur veut accroître les chances de succès dans une action intentionnelle. Ainsi, les travaux de Putnam sur la participation à des organismes bénévoles dans des sociétés démocratiques comme les États-Unis reflètent bien l'utilisation de cette perspective. Il soutient que de telles associations sociales et le degré de participation indiquent l'étendue du capital social dans une société. Ces associations et cette participation favorisent et renforcent les normes et la confiance collectives, qui sont essentielles à la production et au maintien du bien-être collectif (Putnam 1993,1995a).

4.2. Les notions centrales du capital social

Plus récemment, trois dimensions de capital social sont classées par Kamanzi, Zhang, Deblois et Deniger au niveau structural c'est l'attribut d'un groupe social, au niveau normatif les normes, les valeurs, les croyances et les règles partagées par un groupe social ou une communauté et au niveau dynamique l'interprétation des actions d'intervention des individus les uns auprès des autres. (Cécile Perret. (2011). Avec ces trois dimensions un ensemble de spécificités crée la combinaison du capital social.

Tout d'abord, le capital social est *une ressource* pour les personnes ou entreprises ou organisations puisqu'il facilite leur action au sein des structures pour qu'ils prennent place (Howson, Alexandra, 2017/2019). Le capital social est lié au développement du capital humain et qu'il peut être converti en capital économique. Il réside dans la qualité et la structure des relations entre les personnes et renvoie aux ressources stockées dans les relations humaines, qu'elles soient occasionnelles ou intimes. Ces ressources sont utilisées par les individus pour se mettre en route - c'est-à-dire pour atteindre la mobilité sociale (De Souza Briggs, X. 1997). McGonigal, Doherty, Allan et al considèrent que le capital social est intrinsèquement relationnel, fondé sur des modèles de relations qui peuvent varier

en durée, densité, distance et interconnectivité (McGonigal, J., Doherty, R., Allan, J., Mills, S., Catts, R., Redford, M., McDonald, A., Mott, J., et Buckley, C. (2007)). La valeur qui découle de l'appartenance à des réseaux, fondée sur l'idée que l'accès aux ressources est instruit par le biais de liens entre les personnes. Les liens sociaux qui développent les réseaux se construisent par le temps à travers des échanges répétés de l'information et des émotions et sont liés à d'autres formes de capital. Des sentiments de déconnexion peuvent créer la perte de confiance, de contrôle, d'autonomie et d'appartenance, en revanche, la réduction des niveaux de capital social.

Deuxième caractère c'est que le capital social a une *valeur productive* : c'est-à-dire lorsqu'on donne les moyens pour créer ou produire certains objectifs dans divers domaines, ces moyens sont concrétisés dans l'investissement dans du capital social. À la différence du capital physique ou du capital humain, le capital social ne fait pas cependant l'objet d'investissement systématique. Et la troisième caractéristique de capital social *n'est pas complètement fongible* comme le capital humain et le capital physique. Quatrièmement, une forme donnée au capital social peut s'avérer *utile pour certaines situations* ou domaines d'activité et nuisible dans d'autres. Cinquième caractéristique, le capital social est *moins à la propriété* des acteurs que la caractérisation d'une structure de relations. Enfin, la dotation en capital social est *évolutive dans le temps* et cette évolution est imputable à un « effet de génération ».

4.3. Les formes de capital social

Bien qu'il y ait un large consentement sur la fonction du capital social, il n'est pas un phénomène unitaire. Elle se manifeste sous différentes formes par rapport aux types de personnes et de groupes sociaux qui coopèrent (Putnam. (2000).; Woolcock) Tout d'abord, il existe le capital social d'attachement ou lier le capital social, le capital social de transition ou faire le pont et relier le capital social et capital social relais ou réseaux virtuels. Cette forme fait référence à des groupes de personnes qui partagent certaines caractéristiques communes. Ils peuvent être exclusifs et refuser d'admettre des membres qui ne partagent pas les caractéristiques de ce groupe en particulier. Le capital social d'attachement désigne des activités partagées qui favorisent les liens étroits au sein des réseaux sociaux de famille, amis et voisins. Il repose sur des normes de réciprocité fondées sur la confiance et la loyauté. Le capital social d'attachement pourvoit un sentiment d'identité, d'affiliation, de but partagé, de soutien pratique et d'information, par exemple nous pouvons le découvrir dans les programmes de surveillance des quartiers ou le rapprochement entre les gens qui fournit un soutien pratique, émotionnel et matériel. Le capital social d'attachement peut exister sans pont.

Tandis que le capital social de transition qui désigne une forme plus inclusive de capital social, où des personnes d'origines diverses se réunissent pour participer à des réseaux mutuellement

bénéfiques, il renvoie aux réseaux qui ont des liens verticaux avec des personnes, des institutions et des situations qui ne sont pas familières ou avec des personnes occupant des postes d'autorité, mais sont des activités avec les gens qui ne font pas partie de leur réseau immédiat ou de leurs limites professionnelles et est utile pour accéder à de nouvelles idées, à de l'information et au partage des connaissances. Les fondements de cette forme sont les liens faibles qui permettent aux gens d'échanger des ressources utiles à travers une gamme de réseaux, et d'exploiter les nouvelles ressources provenant de réseaux plus éloignés dans leur réseau existant (Granovetter, 1973). C'est le capital social de transition que l'on estime le plus efficace pour produire les résultats positifs que le capital social peut apparemment apporter.

Les deux premières dimensions du capital social sont indépendantes et interagissent entre elles, selon Souza Briggs (1997), le capital de cautionnement est important pour "s'en sortir" et le capital de transition est utile pour "progresser". Et le capital social de transition ne peut exister sans capital social d'attachement (Schuller, 2007). Le capital social de transition pourrait s'accroître par la technologie de l'information. L'expansion des réseaux sociaux virtuels permet aux gens d'établir des liens avec d'autres qui partagent des idées, des activités ou des valeurs particulières, maintenir des liens créatifs et professionnels. La participation à cette forme de réseautage en ligne crée un capital relais qui aide les étudiants dans leur transition hors ligne qui permet d'établir de nouveaux liens entre leurs réseaux et renforcer les liens au sein de leurs réseaux existants (Ellison, N.B., Steinfield, C. and Lampe, C., 2007). Ces réseaux sont nécessaires surtout pour les individus qui travaillent indépendamment, ils favorisent l'accès à l'information et aux ressources du savoir, Daniel Pink (2001). Les relations entre les personnes impliquées dans le capital relais tendent à être moins fortes que celles qui existent dans le capital d'attachement.

Même si certaines déclarent que les technologies de l'information peuvent réduire le capital social en réduisant l'interaction face à face c'est-à-dire la diminution du capital social d'attachement. L'aspect corporel, les gestes et la valeur sociale des groupes sociaux se référant au capital physique. Le corps humain est porteur de statut, de pouvoir et de formes symboliques distinctives qui sont importantes pour l'acquisition des ressources. La possession du capital social accumulé grâce à des relations stratégiques peut donner accès à des formes plus larges de capital (Bourdieu 1984).

Conclusion

De façon plus générale, de nombreux chercheurs considèrent le capital social à la fois comme des normes et des réseaux sociaux. Ils définissent le capital social comme des caractéristiques des organisations sociales, telles que les réseaux, les normes et la confiance sociale qui facilitent la coordination et la coopération pour des avantages mutuels. Le capital social est considéré comme le produit à la fois de réseaux denses et de normes qui se renforcent mutuellement. Dans la littérature économique, le capital social ne peut pas améliorer directement la performance, plutôt qu'elle affecte les facteurs clés qui influencent la performance économique, en donnant accès à l'information, aux capitaux et à d'autres ressources. Le capital social est souvent considéré comme des normes sociales ou la confiance mutuelle. Bien évidemment la confiance et la coopération sociales jouent un rôle crucial dans l'apprentissage et la croissance de l'économie.

Après avoir identifié et cerné le concept de capital social en termes de discours des auteurs et en termes de caractéristiques. Nous disposons donc des notions centrales nécessaires pour la création d'un capital social sont la confiance, les réseaux relationnels, normes de réciprocité. Aussi des notions mobilisées qui renvoient à des comportements, des perceptions, des contextes ou des structures sous forme de valeurs d'engagement, de participation dans des institutions, groupes ou communautés. La diversité des définitions des auteurs pour le concept capital social demeure importante, l'idée a été présentée comme un concept évoquant des vues multidisciplinaires de littérature économique, sociologique, anthropologique et des sciences politiques. Le concept a été grandement stimulé par les écrits de grands auteurs comme James Coleman (1988,1990), Robert Putnam (1993) et autres auteurs (Grootaert 1997, Portes 1998, Woolcock 1998, Narayan 1999, Serageldin et Grootaert 2000 et Woolcockand Narayan 2000) qui ont tenté de définir rigoureusement le capital social et d'identifier les limites conceptuelles et pratiques du concept. Parallèlement à ces efforts conceptuels, des efforts sont déployés on adoptant une position pragmatique afin d'en faciliter la mesure de capital social et son impact sur le développement.

Mettant l'accent sur les perspectives prochaines de ce sujet, Nous tenons à explorer les dispositions de l'appartenance au groupement qui conduisent à produire du lien social qui sont la base de la production de capital social et de ses effets sur le développement économique et la construction des mouvements démocratiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Adler, P.S. et Kwon, S.W. (2002). Social capital: prospects for a new concept. *Academy of Management Review*, 27(1), 17-40/ Westlund, H. et Bolton, R. (2003). Local social capital and entrepreneurship. *Small Business Economics*, 21(2), 77-113/ Bamford, C.E., Bruton, Alexis de Tocqueville. (1848). *De la démocratie en Amérique*, Paris.
- Alexis de Tocqueville. (1864). *De la démocratie en Amérique*. Tome II. Paris P175-182
- Alexis de Tocqueville. (1961), *De la démocratie en Amérique*, tome 2, Paris, Gallimard, p. 175-176
- Benoît Lévesque (2003). Fonction de base et nouveau rôle des pouvoirs publics: vers un nouveau paradigme de l'état. Département de sociologie, Université du Québec à Montréal et CRISES, *Canada Annals of Public and Cooperative Economics* 74:4 2003
- Bernard Dussuc, Sébastien Geindre. Capital social, théorie des réseaux sociaux et recherche en PME : une revue de la littérature. 11ème congrès CIFEPME (Congrès International francophone en entrepreneuriat et PME), Oct 2012, Brest, France. 19 p. fhalshs-00747912f. P 3.
- Bourdieu, P. (1980). Le capital social. *Actes de la recherche en sciences sociales* 31(1980).
- Bourdieu, Pierre. (1986). Formes du capital, dans John G. Richardson (éd.), *Manuel de théorie et de recherche pour la sociologie de l'éducation*. Greenwood, New York.
- Burt Ronald S. (1995). Le capital social, les trous structurels et l'entrepreneur. *Revue française de sociologie*, 36-4. Analyses de réseaux et structures relationnelles. Etudes réunies et présentées par Emmanuel Lazega, sous la direction d'Emmanuel Lazega. pp. 599-628.
- Carles Boix and Daniel N. Posner Making Social Capital Work (1996). A Review of Robert Putnam's Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy. *The Weatherhead*
- Cécile Perret. (2011). *Capital social et développement territorial*. Institut de Recherche en Gestion et en Economie - USMB Université de Savoie Université de Chambéry - Université Savoie Mont Blanc.
- Coleman, 1990; Leana and Van Buren, 1999; Nahapiet and Ghoshal, 1998; Putnam, 2000.
- De Souza Briggs, X. (1997). Moving up versus moving out: Neighborhood effects in housing mobility programs. *Housing Policy Debate*, 8, 195–232.
- El Bekkaye, T. (2021). Capital social et innovation sociale : quel lien ?. *Revue Internationale Des Sciences De Gestion* , 4 (1). Extrait de <https://www.revue-isg.com/index.php/home/article/view/566>
- Ellison, N.B., Steinfield, C. and Lampe, C., 2007. The benefits of Facebook “friends:” Social capital and college students’ use of online social network sites. *Journal of Computer-Mediated Communication*.
- Ferragina, E. (2012). *Social Capital in Europe: A Comparative Regional Analysis*. Cheltenham: Edward Elgar
- Granovetter, M. (1973). The Strength of Weak Ties. *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360-1380

Granovetter, M. (1985). Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness. *American Journal of Sociology*, 91(3), 481-510.

Kamanzi, C., Zhang, X., Deblois, L. & Deniger, M.-A. (2007). L'influence du capital social sur la formation du capital humain chez les élèves résilients de milieux socioéconomiques défavorisés. *Revue des sciences de l'éducation*, 33 (1), 127-145. <https://doi.org/10.7202/016192ar>

Lallement, M. (2006). 4. Capital social et théories sociologiques. Dans : Antoine Bevort éd., *Le capital social: Performance, équité et réciprocité* (pp. 71-88). Paris: La Découverte.

Lazega, E. (2006). Le capital social de l'organisation flexibilisée. *Revue française de gestion*, 4(4).

Le GRIS « Le Capital social » Acte du colloque, Université de Rouen. 2003

Leana, C. R., & van Buren, H. J. III. (1999). Organizational social capital and employment practices. *The Academy of Management Review*, 24(3), 538-555.; Lin, 2001; P.S. Adler and Kwon, 2002;

Lévesque, Benoît. (2005). Innovations et transformations sociales dans le développement économique et le développement social : approches théoriques et politiques publiques.

Lin, N. (1995). Les ressources sociales: Une théorie du capital social. *Revue Française De Sociologie*, 36(4), 685-704. doi:10.2307/3322451

Lin, N. (2001). *Capital social: une théorie de la structure et de l'action sociales* (analyse structurelle en sciences sociales). Cambridge: Cambridge University Press. doi: 10.1017 / CBO9780511815447 et

Portes, A. (1998). Le capital social: ses origines et ses applications en sociologie moderne. *Revue annuelle de sociologie*, vol 24, 1-24

Mark Granovetter, *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*. Desclée de Brouwer, coll. « Sociologie économique », Paris, 2000, 239 p. [Traduction française d'Isabelle This-Saint Jean. Préface de Jean-Louis Lavoie, Benoît Lévesque]

McGonigal, J., Doherty, R., Allan, J., Mills, S., Catts, R., Redford, M., McDonald, A. , Mott, J. , et Buckley, C. (2007). Capital social, inclusion sociale et évolution des contextes scolaires: une perspective écossaise. *British Journal of Educational Studies*, 55 (1), 77-94.

Michel Grosseti. (2017). Mark Granovetter : de la sociologie économique aux sciences sociales de l'activité économique À propos de l'ouvrage de Mark Granovetter, *Society and Economy*. Framework and Principles, Harvard University Press,

Nick Crossley. (2005). Key Concepts in Critical Social Theory Provides brief accounts of the central ideas behind the key concepts of critical social theory. Edition: 1st Articles: 60.

OCDE (2001), *Du bien-être des nations : Le rôle du capital humain et social*, Éditions OCDE, Paris.

Pierre canisius kamanzi. (2006). Influence du capital humain et du capital social sur les caractéristiques de l'emploi chez les diplômés postsecondaires au canada. Faculté des études supérieures de l'Université Laval dans le cadre du programme de doctorat en Administration et politique scolaires pour l'obtention du grade de philosophiae doctor (Ph.D).

Plociniczak, S. (2003). La construction sociale du marché des très petites entreprises. Des réseaux sociaux au capital social local des entrepreneurs: L'exemple de l'arrondissement Lensois. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 3(3), 441-476.

Portes, A. (1998). Le capital social: ses origines et ses applications en sociologie moderne. *Revue annuelle de sociologie*, vol 24, 1-24

Putnam, R. D., Leonardi, R., & Nanetti, R. (1993). *Making democracy work: Civic traditions in modern Italy*. Princeton, N.J: Princeton University Press.

Putnam, R., 1995. Bowling alone: America's Declining Social Capital. *The Journal of Democracy* 6 (1), 65–78. DOI: [10.1353/jod.1995.0002](https://doi.org/10.1353/jod.1995.0002).p. 65

Putnam R. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York Simon and Schuster. *The Review of Politics*.

Therriault, Joseph-Yvon (1996), « De la critique de l'Etat-providence à la reviviscence de la société civile : le point de vue démocratique », in PAQUEROT, Sylvie (Dir.), *L'Etat aux orties? Montréal, Les Éditions Eco société'*, p. 141–150.